



Département de la  
Seine-Maritime

**D.2016.12/04**

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/12/2016

Publication : 15/12/2016

Le Maire,  
Daniel Fidelin



Arrondissement du  
HAVRE

**Extrait du Registre des délibérations**  
**Conseil Municipal du 12 décembre 2016**

Nombre de Conseillers d'après la Loi .....	<b>33</b>
Nombre de Conseillers en exercice .....	<b>33</b>
Nombre de Conseillers présents .....	<b>27</b>
Nombre de Pouvoirs .....	<b>5</b>
Nombre de Votants .....	<b>32</b>

Extrait de la délibération affiché le **14 décembre 2016**.

L'an deux mille seize, le **12 décembre** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **5 décembre**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

**Etaient présents**

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Monsieur **LARDANS**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Monsieur **DELAHAYS**, Franck **DORAY**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Marie-Paule **DESHAYES**, Sophie **CAPELLE**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERRON**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Gilles **BELLIÈRE**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

**Excusés ayant donné pouvoir**

Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**  
Valérie **LEDOUX** donne pouvoir à Gérard **DELAHAYS**  
Alexandre **MORA** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**  
Jean-Pierre **QUEMION** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**  
Nordine **HASSINI** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

**Absente excusée**

Stéphanie **ONFROY**

**Secrétaire de séance**

Karine **LOUISET** est désignée Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

## Séance du Lundi 12 décembre 2016

2016.12/04

### CONSEIL MUNICIPAL - MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE ACCORDEE A MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

**M. Daniel FIDELIN, Maire** – L'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet au Maire, par délégation du conseil municipal, d'être en charge, en tout ou partie et pour la durée du mandat de délégations.

Ces délégations sont exercées sous la forme de « **DECISIONS** » et sont exclusives, ce qui signifie que dès lors que le Conseil Municipal les a accordées, il ne peut plus délibérer sur le sujet concerné.

Cette délibération doit obligatoirement comporter des bornes qui en limitent le champ.

Une telle délibération vous a déjà été présentée au conseil municipal en début de mandat. Il convient de la renouveler en y intégrant les dernières modifications législatives. Je vous rappelle que **l'objectif** de cette délibération, prise par la plupart des villes est, en dehors de la volonté d'alléger les ordres du jour des conseils municipaux des questions mineures, **de rendre notre collectivité plus réactive** aux événements qui ne sont pas toujours prévisibles (urbanisme, marchés financiers, procédures au tribunal, etc....).

#### LE CONSEIL MUNICIPAL,

**VU** l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la délibération n°4 du Conseil Municipal du 14 avril 2014 ;

**VU** la loi n°2015-991 du 7/8/2015 modifiant l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**CONSIDERANT** la nécessité de mettre à jour la délibération du conseil municipal susmentionnée ;

**La commission urbanisme** du 21 septembre 2016, consultée sur les points 15°) 19°) et 21°),

Je vous propose :

- de procéder à la délégation des dispositions suivantes, prévues par l'article L 2122-22, étant précisé que le conseil municipal peut, à tout instant mettre fin à cette délégation.
- de décider, qu'en cas d'empêchement du Maire, la présente délégation sera exercée par le 1<sup>er</sup> Adjoint ;
- de décider, conformément à la possibilité ouverte par le second alinéa de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, que les décisions prises en application des pouvoirs délégués au Maire par la présente délibération peuvent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du Maire dans les conditions fixées à l'article L 2122-18.
- d'adopter la délibération ci-après :

**1°)- Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales** utilisées par les services publics municipaux.

**2°)- Tarifs et loyers municipaux** (*Sans objet ici car traditionnellement, dans notre ville, cette question fait l'objet en début d'année d'une délibération globale permettant de prendre en compte l'actualisation de l'ensemble des tarifs et loyers à percevoir*).

**3°)- Procéder, dans la limite de la recette d'emprunt décidée lors du vote des décisions budgétaires, à la réalisation des emprunts** destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au -a- de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du -c- de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires. Les taux des emprunts à taux fixe ne devront pas excéder 5 % et la marge sur taux indexés ne devra pas excéder 1,50%.



**4°)-** Prendre toute décision concernant la **préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres** ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget et dans la limite des seuils des procédures formalisées prévu par décret (seuils actualisés tous les deux ans par la commission européenne pour intégrer la fluctuation des cours monétaires.

**5°)-** Décider de la conclusion et de la révision du **louage de choses** pour une durée n'excédant pas douze ans.

**6°)-** Passer les **contrats d'assurance** ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes.

**7°)-** Créer, modifier ou supprimer les **régies comptables** nécessaires au fonctionnement des services municipaux.

**8°)-** Prononcer la délivrance et la reprise des **concessions dans les cimetières**.

**9°)-** Accepter les **dons et legs** qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.

**10°)-** Décider l'**aliénation** de gré à gré de **biens mobiliers** jusqu'à 4.600 €.

**11°)-** Fixer les rémunérations et de régler les frais et **honoraires** des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts.

**12°)-** Fixer, dans les limites de l'estimation des Services Fiscaux (Domaines), le **montant des offres** de la commune à notifier **aux expropriés** et de répondre à leurs demandes.

**13°)-** Décider de la **création de classes** dans les établissements d'enseignement.

**14°)-** Fixer les **reprises d'alignement** en application d'un document d'urbanisme.

**15)-** Exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L.213-3 de ce même code sur les zones d'intervention foncière définies au Plan Local d'Urbanisme, dans la limite de 1 000 000 €.

**16°)- Intenter** au nom de la commune toutes actions en justice, y compris en référé, devant toutes les juridictions sans exception (administratives, judiciaires, financières, ....),

- **Défendre** la commune dans toutes les actions intentées contre elle, y compris en référé, devant toutes les juridictions sans exception (administratives, judiciaires, financières, ....)

- **Former** tous recours (opposition, appel, pourvoi en cassation, ...) et de défendre contre tous recours formés contre les décisions des juridictions du 1<sup>er</sup> degré et du second degré ;

- **Représenter** la commune lors des instances de conciliation et d'intervenir en son nom dans les actions où elle y a intérêt ;

- **Constituer** partie civile, par voie d'action ou d'intervention, dans les cas suivants :

- vols et dégradations de biens mobiliers et immobiliers communaux ;
- atteinte à l'intégrité physique et morale du personnel municipal ;
- démolition ou réparation des édifices menaçant ruine.

- **Se désister** de toute instance devant toute juridiction.

Cette autorisation recouvre l'ensemble des dossiers de toute nature auxquels la commune peut être confrontée du fait de l'ensemble de ses activités.

- **Autoriser** le Maire à se constituer partie civile également dans le cas visé au dernier alinéa de l'article L 480-1 du Code de l'urbanisme

**17°)- Régler les conséquences dommageables des accidents** dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de **500.000 €**.

**18°)-** Donner, en application de l'article L. 324-1 du Code de l'Urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local (Etablissement Public Foncier de Normandie par exemple à MONTIVILLIERS).

**19°)-** Signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût de **l'équipement d'une zone d'aménagement** concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n°2014-1655 du 29/12/2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux.

**20°)-** Réaliser les **lignes de trésorerie** sur la base d'un montant maximum fixé à **800.000 €**.

21°)-Exercer ou de déléguer, en application de l'article L.214-1-1 du Code de l'Urbanisme, au nom de la commune et dans la limite de 1 000 000 €, le droit de préemption défini par l'article L.214-1 du même code.

**22°)-** D'exercer au nom de la commune le **droit de priorité** défini aux articles L.240-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

**23°)-** De prendre les décisions mentionnées aux articles L.523-4 et L.523-5 du Code du Patrimoine relative à la réalisation de **diagnostics d'archéologie préventive** prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

**24°)-** D'autoriser au nom de la commune le **renouvellement de l'adhésion** aux associations dont elle est membre.

**25°)- Sans objet :** la commune n'est pas concernée par cette délégation qui autorise le Maire à « *Exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu à l'article L. 151-37 du Code Rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne* ».

**26°)- Sans objet :** le conseil municipal ne souhaite pas accorder cette délégation qui permet au Maire de « *demande à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions* ». En effet, les établissements financiers demandent toujours des dossiers comportant une délibération propre à chaque affaire votée par le conseil municipal.

**Le Maire doit rendre compte au Conseil Municipal**, qui suit, de l'usage de sa délégation. Les décisions prises à ce titre sont de plus annexées au procès-verbal de la séance concernée.

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

**Le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus par 24 Voix Pour et 7 Contre** (Fabienne MALANDAIN, Martine LESAUVAGE, Nada AFIOUNI, Jérôme DUBOST, Nordine HASSINI, Gilles BELLIERE, Aurélien LECACHEUR) et **1 Abstention** (Gilles LEBRETON).

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.*

*Pour extrait conforme au registre dûment signé.*

Le Maire,

